



CAMPING-CAR CLUB DAUPHINE VIVARAIS

4 rue du 11 Novembre. 26800 Etoile-Sur-Rhône Tel: 06 83 47 80 97

Association à but non lucratif régie par la loi de 1901

Association bénéficiaire de l'immatriculation tourisme: N°IM075100143

FFCC 78 rue de Rivoli 75004 Paris



CONTRAT DE VENTE DE FORFAIT TOURISME.

BULLETIN D'INSCRIPTION.

- **NOM DE LA SORTIE** : **ROUMANIE**

Emis le : 31 OCTOBRE 2021

- **ORGANISATEUR** : Claudette CLUZEL et André DOREE

- **Mails ORGANISATEUR** : ccdvsorties@gmail.com / ad.doree@orange.f Tel: 07 50 46 28 71 / 06 83 21 12 64

- **ADRESSE ORGANISATEUR** : 6, Impasse des Roches – 26390 HAUTERIVES

Monsieur : NOM et Prénom :

Madame : NOM et Prénom :

N° ADHERENT **Long CC** : **N° immat** :

ADRESSE :

Code Postal : **VILLE** :

TEL : **Mail** :

Nombre de participants : **15** Matériel utilisé : **Camping-car**. Type de voyage : **TOURISTIQUE**

Date début de la sortie : **03/09/2022** Date fin de la sortie : **27/09/2022**

22Pays :

Mode d'hébergement : **25** nuits en camping-car, sur le Parcours du circuit

Conditions de vente selon le Code du tourisme.

Clôture des inscriptions

Bulletin d'inscription + charte réduite du participant [à renvoyer à l'organisateur signés](#)

ECHANCIER POUR REGLEMENT DE LA SORTIE	Date	Nombres de personnes	Tarif p/personne	Assurance p/personne	TOTAL
RESERVATION	25/01/2022		100 €		
Acompte N°1 : 30 %	15/02/2022		412.50 €	33€	
Acompte N°2 :40% (60 jours avant le départ)	04/07/2022		550 €		
Acompte N°3 :30 % (30 jours avant le départ)	04/08/2022		312.50 €		
Total de la sortie par personne			1375 €		
TOTAL					

PASS SANITARE OBLIGATOIRE

Pour information, en cas de désistement de votre part, l'acompte de 100 euros ne vous sera pas restitué

Les Chèques seront libellés **au nom du CCCDV**

Signature du Participant :

Signature de l'organisateur

Signature Du Président du Club

(Signature de l'organisateur)

(Signature du Président du Club)



CHARTRE REDUITE DU PARTICIPANT AUX SORTIES ET CIRCUITS.

Pour la réussite de nos sorties, merci de respecter ces quelques règles élémentaires de vie :

- * Ne pas arriver sur le site avant l'heure fixée par l'organisateur.
- * Attendre que les organisateurs vous prennent en charge pour le parking pour une gestion optimum de la place et de la sécurité.
- * Si vous voulez être regroupés avec des amis, vous devez arriver ensemble.
- * Arriver obligatoirement avec les pleins et les vides faits sur le site (gaz aussi).
- * Assurez-vous que le robinet de vidange des eaux usées soit fermé.
- * La fourniture du courant électrique et la réception de la télévision sont aléatoires même dans un camping.
- * Par respect pour tous : lors des départs pour les visites, circuits, "**respecter les horaires**". Les retardataires ne pourront pas être attendus.
- * Les participants à un circuit suivent les indications routières et touristiques de l'organisateur pour rejoindre le point de rendez-vous. Pour ne pas induire une image négative de notre mode de loisirs, ne roulons pas en convoi.
- * **La liberté des uns s'arrête où commence celle des autres**, chacun devra faire preuve de tolérance, de courtoisie et discrétion à partir de 22 heures.

*** RAPPEL : Les chiens doivent être tenus en laisse** (ne pas oublier les sacs à toutous). Les animaux ne sont pas admis dans les transports, les restaurants, les salles, et durant les visites. Ces conditions nous sont imposées par nos prestataires.

*** L'organisateur ou un membre du conseil d'administration, est seul habilité à répondre aux interrogations des autorités et des journalistes.**

* Informer immédiatement l'organisateur de toute présence insolite ou incident de quelque nature que ce soit, et signaler tous faits qui pourraient mettre en danger les adhérents ou les véhicules.

Pour montrer que convivialité n'est pas un vain mot, faites place aux nouveaux. **Veillez à ce qu'ils ne restent pas seuls dans leur camping-car.**

TOUS LES PARTICIPANTS A UN RASSEMBLEMENT EVOLUENT SOUS COUVERT DE LEURS ASSURANCES PERSONNELLES POUR LES DOMMAGES NON COUVERTS PAR L'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE DE L'ASSOCIATION.

Un seul apéritif pourra être prévu par l'organisateur pour chaque sortie.

(Les autres apéritifs ne seront pas sous le couvert de l'organisateur ni du club).

En raison des conditions sanitaires dues au COVID, nous vous demandons de continuer à respecter les gestes barrières.

MERCI A TOUS, DE RELEVER CE DEFI.

Signature des participants

CONDITIONS GENERALES - EXTRAIT DU CODE DU TOURISME

Article R. 211-5 : Sous réserve des exclusions prévues aux a et b du deuxième alinéa de l'article L 211-8, toute offre et toute vente de prestations de voyages ou de séjours donnent lieu à la remise de documents appropriés qui répondent aux règles définies par la présente section.

En cas de vente de titres de transport aérien ou de titres de transport sur ligne régulière non accompagnée de prestations liées à ces transports, le vendeur délivre à l'acheteur un ou plusieurs billets de passage pour la totalité du voyage, émis par le transporteur ou sous sa responsabilité. Dans le cas de transport à la demande, le nom et l'adresse du transporteur, pour le compte duquel les billets sont émis, doivent être mentionnés.

La facturation séparée des divers éléments d'un même forfait touristique ne soustrait pas le vendeur aux obligations qui lui sont faites par les dispositions réglementaires de la présente section.

Article R. 211-6 : Préalablement à la conclusion du contrat et sur la base d'un support écrit, portant sa raison sociale, son adresse et l'indication de son autorisation administrative d'exercice, le vendeur doit communiquer au consommateur les informations sur les prix, les dates et les autres éléments constitutifs des prestations fournies à l'occasion du voyage ou du séjour tels que :

1° La destination, les moyens, les caractéristiques et les catégories de transports utilisés ;

2° Le mode d'hébergement, sa situation, son niveau de confort et ses principales caractéristiques, son homologation et son classement touristique correspondant à la réglementation ou aux usages du pays d'accueil ;

3° Les repas fournis ;

4° La description de l'itinéraire lorsqu'il s'agit d'un circuit ;

5° Les formalités administratives et sanitaires à accomplir en cas, notamment, de franchissement des frontières ainsi que leurs délais d'accomplissement ;

6° Les visites, excursions et les autres services inclus dans le forfait ou éventuellement disponibles moyennant un supplément de prix ;

7° La taille minimale ou maximale du groupe permettant la réalisation du voyage ou du séjour ainsi que, si la réalisation du voyage ou du séjour est subordonnée à un nombre minimal de participants, la date limite d'information du consommateur en cas d'annulation du voyage ou du séjour ; cette date ne peut être fixée à moins de vingt et un jours avant le départ ;

8° Le montant ou le pourcentage du prix à verser à titre d'acompte à la conclusion du contrat ainsi que le calendrier de paiement du solde ;

9° Les modalités de révision des prix telles que prévues par le contrat en application de l'article R. 211-10 ;

10° Les conditions d'annulation de nature contractuelle ;

11° Les conditions d'annulation définies aux articles R. 211-11, R. 211-12 et R. 211-13 ;

12° Les précisions concernant les risques couverts et le montant des garanties souscrites au titre du contrat d'assurance couvrant les conséquences de la responsabilité civile professionnelle des agents de voyages et de la responsabilité civile des associations et organismes et des organismes sans but lucratif et des organismes locaux de tourisme ;

13° L'information concernant la souscription facultative d'un contrat d'assurance couvrant les conséquences de certains cas d'annulation ou d'un contrat d'assistance couvrant certains risques particuliers, notamment les frais de rapatriement en cas d'accident ou de maladie.

Article R. 211-7 : L'information préalable faite au consommateur engage le vendeur, à moins que dans celle-ci le vendeur ne se soit réservé expressément le droit d'en modifier certains éléments.

Le vendeur doit, dans ce cas, indiquer clairement dans quelle mesure cette modification peut intervenir et sur quels éléments.

En tout état de cause, les modifications apportées à l'information préalable doivent être communiquées par écrit au consommateur avant la conclusion du contrat.

Article R. 211-8 : Le contrat conclu entre le vendeur et l'acheteur doit être écrit, établi en double exemplaire dont l'un est remis à l'acheteur, et signé par les deux parties. Il doit comporter les clauses suivantes :

1° Le nom et l'adresse du vendeur, de son garant et de son assureur ainsi que le nom et l'adresse de l'organisateur ;

2° La destination ou les destinations du voyage et, en cas de séjour fractionné, les différentes périodes et leurs dates ;

3° Les moyens, les caractéristiques et les catégories des transports utilisés, les dates, heures et lieux de départ et de retour ;

4° Le mode d'hébergement, sa situation, son niveau de confort et ses principales caractéristiques et son classement touristique en vertu des réglementations ou des usages du pays d'accueil ;

5° Le nombre de repas fournis ;

6° L'itinéraire lorsqu'il s'agit d'un circuit ;

7° Les visites, les excursions ou autres services inclus dans le prix total du voyage ou du séjour ;

8° Le prix total des prestations facturées ainsi que l'indication de toute révision éventuelle de cette facturation en vertu des dispositions de l'article R. 211-10 ;

9° L'indication, s'il y a lieu, des redevances ou taxes afférentes à certains services telles que taxes d'atterrissage, de débarquement ou d'embarquement dans les ports et aéroports, taxes de séjour lorsqu'elles ne sont pas incluses dans le prix de la ou des prestations fournies ;

10° Le calendrier et les modalités de paiement du prix ; le dernier versement effectué par l'acheteur ne peut être inférieur à 30 % du prix du voyage ou du séjour et doit être effectué lors de la remise des documents permettant de réaliser le voyage ou le séjour ;

11° Les conditions particulières demandées par l'acheteur et acceptées par le vendeur ;

12° Les modalités selon lesquelles l'acheteur peut saisir le vendeur d'une réclamation pour inexécution ou mauvaise exécution du contrat, réclamation qui doit être adressée dans les meilleurs délais, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au vendeur, et, le cas échéant, signalée par écrit, à l'organisateur du voyage et au prestataire de services concernés ;

13° La date limite d'information de l'acheteur en cas d'annulation du voyage ou du séjour par le vendeur dans le cas où la réalisation du voyage ou du séjour est liée à un nombre minimal de participants, conformément aux dispositions du 7° de l'article R. 211-6 ;

14° Les conditions d'annulation de nature contractuelle ;

15° Les conditions d'annulation prévues aux articles R. 211-11, R. 211-12 et R. 211-13 ;

16° Les précisions concernant les risques couverts et le montant des garanties au titre du contrat d'assurance couvrant les conséquences de la responsabilité civile professionnelle du vendeur ;

17° Les indications concernant le contrat d'assurance couvrant les conséquences de certains cas d'annulation souscrit par l'acheteur (numéro de police et nom de l'assureur) ainsi que celles concernant le contrat d'assistance couvrant certains risques particuliers, notamment les frais de rapatriement en cas d'accident ou de maladie ; dans ce cas, le vendeur doit remettre à l'acheteur un document précisant au minimum les risques couverts et les risques exclus ;

18° La date limite d'information du vendeur en cas de cession du contrat par l'acheteur ;

19° L'engagement de fournir, par écrit, à l'acheteur, au moins dix jours avant la date prévue pour son départ, les informations suivantes :

a) Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la représentation locale du vendeur ou, à défaut, les noms, adresses et numéros de téléphone des organismes locaux susceptibles d'aider le consommateur en cas de difficulté ou, à défaut, le numéro d'appel permettant d'établir de toute urgence un contact avec le vendeur ;

b) Pour les voyages et séjours de mineurs à l'étranger, un numéro de téléphone et une adresse permettant d'établir un contact direct avec l'enfant ou le responsable sur place de son séjour.

Article R. 211-9 : L'acheteur peut céder son contrat à un cessionnaire qui remplit les mêmes conditions que lui pour effectuer le voyage ou le séjour, tant que ce contrat n'a produit aucun effet.

Sauf stipulation plus favorable au cédant, celui-ci est tenu d'informer le vendeur de sa décision par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au plus tard sept jours avant le début du voyage. Lorsqu'il s'agit d'une croisière, ce délai est porté à quinze jours. Cette cession n'est soumise, en aucun cas, à une autorisation préalable du vendeur.

Article R. 211-10 : Lorsque le contrat comporte une possibilité expresse de révision du prix, dans les limites prévues à l'article L. 211-13, il doit mentionner les modalités précises de calcul, tant à la hausse qu'à la baisse, des variations des prix, et notamment le montant des frais de transport et taxes y afférentes, la ou les devises qui peuvent avoir une incidence sur le prix du voyage ou du séjour, la part du prix à laquelle s'applique la variation, le cours de la ou des devises retenu comme référence lors de l'établissement du prix figurant au contrat.

Article R. 211-11 : Lorsque, avant le départ de l'acheteur, le vendeur se trouve contraint d'apporter une modification à l'un des éléments essentiels du contrat tel qu'une hausse significative du prix, l'acheteur peut, sans préjuger des recours en réparation pour dommages éventuellement subis, et après en avoir été informé par le vendeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

- soit résilier son contrat et obtenir sans pénalité le remboursement immédiat des sommes versées ;

- soit accepter la modification ou le voyage de substitution proposé par le vendeur ; un avenant au contrat précisant les modifications apportées est alors signé par les parties ; toute diminution de prix vient en déduction des sommes restant éventuellement dues par l'acheteur et, si le paiement déjà effectué par ce dernier excède le prix de la prestation modifiée, le trop-perçu doit lui être restitué avant la date de son départ.

Article R. 211-12 : Dans le cas prévu à l'article L 211-15, lorsque, avant le départ de l'acheteur, le vendeur annule le voyage ou le séjour, il doit informer l'acheteur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ; l'acheteur, sans préjuger des recours en réparation des dommages éventuellement subis, obtient auprès du vendeur le remboursement immédiat et sans pénalité des sommes versées ; l'acheteur reçoit, dans ce cas, une indemnité au moins égale à la pénalité qu'il aurait supportée si l'annulation était intervenue de son fait à cette date.

Les dispositions du présent article ne font en aucun cas obstacle à la conclusion d'un accord amiable ayant pour objet l'acceptation, par l'acheteur, d'un voyage ou séjour de substitution proposé par le vendeur.

Article R. 211-13 : Lorsque, après le départ de l'acheteur, le vendeur se trouve dans l'impossibilité de fournir une part prépondérante des services prévus au contrat représentant un pourcentage non négligeable du prix honoré par l'acheteur, le vendeur doit immédiatement prendre les dispositions suivantes sans préjuger des recours en réparation pour dommages éventuellement subis :

- soit proposer des prestations en remplacement; des prestations prévues en supportant éventuellement tout supplément de prix et, si les prestations acceptées par l'acheteur sont de qualité inférieure, le vendeur doit lui rembourser, dès son retour, la différence de prix ;

- soit, s'il ne peut proposer aucune prestation de remplacement ou si celles-ci sont refusées par l'acheteur pour des motifs valables, fournir à l'acheteur, sans supplément de prix, des titres de transport pour assurer son retour dans des conditions pouvant être jugées équivalentes vers le lieu de départ ou vers un autre lieu accepté par les deux parties.

Article R. 211-14 : Les dispositions des articles R. 211-5 à R. 211-13 doivent obligatoirement être reproduites sur les brochures et les contrats de voyages proposés par les personnes mentionnées à l'article L. 211-1.

Article R. 211-15 : Toute personne physique ou morale habilitée à commercialiser des titres de transport aérien informe le consommateur, pour chaque tronçon de vol, de l'identité du transporteur contractuel ainsi que de celle du transporteur de fait qui assurera effectivement le ou les tronçons de vols concernés, lorsque celui-ci est différent du transporteur contractuel.

Pour l'application de l'alinéa précédent, les notions de transporteur contractuel et de transporteur de fait s'entendent au sens de la convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Montréal le 28 mai 1999.

Article R. 211-16 : L'information prévue à l'article R. 211-15 doit être communiquée par écrit ou sous toute forme appropriée au consommateur, avant la conclusion du contrat portant sur le ou les tronçons de vols concernés.

Article R. 211-17 : L'information prévue à l'article R. 211-15 doit être obligatoirement confirmée par écrit, y compris par voie électronique lorsqu'un tel moyen est utilisé, lors de la conclusion du contrat.

Toutefois, pour les contrats conclus par téléphone, le consommateur reçoit, sur sa demande, un document écrit confirmant cette information.

Article R. 211-18 : Après la conclusion du contrat, le transporteur contractuel ou l'organisateur du voyage informe le consommateur de toute modification de l'identité du transporteur assurant effectivement le ou les tronçons de vols figurant au contrat.

Cette modification est portée à la connaissance du consommateur par tout moyen approprié, y compris par l'intermédiaire de la personne physique ou morale ayant vendu le titre de transport aérien, dès qu'elle est connue. Le consommateur doit en être informé au plus tard, obligatoirement, au moment de l'enregistrement ou avant les opérations d'embarquement lorsque la correspondance s'effectue sans enregistrement préalable.